



Treaty Series No. 66 (1992)

## Exchange of Notes

between the Government of the  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
and the Government of  
The People's Democratic Republic of Burkina

concerning Certain Commercial Debts

(The United Kingdom/Burkina Faso Debt Agreement No. 1 (1991))

Abidjan, 27 November 1991 and Ouagadougou, 13 January 1992

[The Agreement entered into force on 13 January 1992]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
September 1992*

LONDON : HMSO

£2.90 net

**EXCHANGE OF NOTES  
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE  
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND  
AND THE GOVERNMENT OF  
THE PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF BURKINA  
CONCERNING CERTAIN COMMERCIAL DEBTS  
(THE UNITED KINGDOM/BURKINA FASO DEBT AGREEMENT No. 1 (1991))**

No. 1

*Her Majesty's Ambassador (resident at Abidjan) to the Minister of Finance and Planning of  
The People's Democratic Republic of Burkina*

*British Embassy  
Abidjan*

*27 November 1991*

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette du Burkina Faso qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 15 mars 1991 et d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à accorder un allègement de dette au Gouvernement du Burkina Faso suivant les modalités et conditions énoncées à l'annexe ci-jointe.

Si ces modalités et conditions sont acceptables par le Gouvernement du Burkina Faso, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, accompagnée de son annexe, et votre réponse à cet effet constituent un accord entre les deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitulera "Accord No. 1 (1991) entre le Royaume-Uni et le Burkina Faso relatif à des dettes" et entrera en vigueur à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence de l'assurance de ma plus haute considération.

**MARGARET ROTHWELL**

## ANNEXE

### SECTION 1

#### Définitions et interprétation

- (1) Dans la présente annexe, à moins qu'une intention contraire ne soit évidente, on entend:
- (a) par "le procès-verbal agréé", le procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette du Burkina Faso qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 15 mars 1991;
  - (b) par "jour ouvrable", un jour où des transactions sont effectuées sur le Marché interbancaire de Londres et (si le paiement est dû un tel jour) un jour où les banques sont ouvertes pour des opérations intérieures et extérieures à Londres;
  - (c) par "contrat", un contrat, ou tout accord complémentaire audit contrat, conclu avant le 1<sup>er</sup> janvier 1991 auquel le débiteur et un créancier sont parties et qui porte soit sur la vente de biens et/ou de services, en provenance de l'extérieur, à un acheteur au Burkina Faso, soit sur le financement d'une telle vente et qui, dans l'un ou l'autre cas, accordait ou autorisait un crédit au débiteur sur une période de plus d'un an;
  - (d) par "créancier", une personne physique ou un groupe de personnes ou une personne morale résidant ou exerçant des activités économiques au Royaume-Uni, y compris les îles Anglo-Normandes et l'île de Man, ou l'un quelconque de leurs successeurs en titre;
  - (e) par "dette", toute dette à laquelle les dispositions de la présente annexe sont applicables en vertu des dispositions du paragraphe (2) de la section 2;
  - (f) par "débiteur", le Gouvernement du Burkina Faso ou toute institution de son secteur public (en tant que débiteur primaire ou en tant que garant);
  - (g) par "le Département", le Département des garanties de crédits à l'exportation (Export Credits Guarantee Department) en la personne du ministre compétent du Gouvernement du Royaume-Uni ou tout autre service du Gouvernement du Royaume-Uni que ledit Gouvernement désignerait par la suite aux fins du présent accord;
  - (h) par "échéance", pour une dette:
    - (i) spécifiée à l'alinéa (a) du paragraphe (2) de la section 2, la date prévue pour son paiement ou son remboursement en vertu du contrat y afférent ou d'un billet à ordre ou d'une lettre de change établis conformément audit contrat, ou
    - (ii) spécifiée à l'alinéa (b) du paragraphe (2) de la section 2, le 28 février 1991;
  - (i) par "le Ministère", le Ministère des Finances du Burkina Faso ou toute autre institution que le Gouvernement du Burkina Faso désignerait aux fins de la présente annexe;
  - (j) par "taux de référence", le taux coté au Département par une banque à convenir par le Département et par le Ministère comme étant celui auquel ladite banque offre des dépôts semestriels en sterling sur le Marché interbancaire de Londres à 11h00 (heure de Londres) deux jours ouvrables avant le commencement de la période d'intérêt applicable chaque année;
  - (k) par "le Royaume-Uni", le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- (2) Toutes les références aux intérêts, à l'exception des intérêts contractuels, concernent les intérêts accumulés de jour en jour et calculés sur la base de jours effectivement écoulés et d'une année de 365 jours.
- (3) Là où le contexte de la présente annexe le permet, les mots paraissant sous la forme d'un singulier comprennent également le pluriel et vice versa.
- (4) A moins d'une indication contraire, une référence à une section spécifiée est interprétée comme une référence à ladite section de la présente annexe.
- (5) Les titres des sections ne sont là que pour des facilités de référence.

## SECTION 2

### La dette

- (1) Le Département convient que l'obligation qu'a le débiteur de payer 33,33 pour cent de chaque montant visé à l'alinéa (a) du paragraphe (2) ci-dessous est annulée.
- (2) Sous réserve des dispositions du paragraphe (3) de la présente section et du paragraphe 3 de l'article IV du procès-verbal agréé, les dispositions de la présente annexe s'appliquent donc:
  - (a) à 66,67 pour cent de tout montant en principal ou en intérêts contractuels accumulés jusqu'à l'échéance dû par le débiteur à un créancier et qui:
    - (i) est né en vertu ou en conséquence d'un contrat;
    - (ii) est assorti, en ce qui concerne son paiement, d'une garantie souscrite par le Département, selon les termes du contrat;
    - (iii) n'est pas libellé, aux termes du contrat, en francs CFA;
    - (iv) ne correspond pas à un montant exigible au moment ou à titre de condition de l'annulation ou de la résolution du contrat; et
    - (v) est venu ou doit venir à échéance de paiement le 31 mai, 1992 au plus tard et demeure impayé; et
  - (b) à tous les intérêts perçus en vertu de la section 4 de la présente annexe et accumulés jusqu'au 28 février 1991 au plus tard.
- (3) Dès que possible, le Département et le Ministère agrément et élaborent une liste des dettes ("la liste des dettes") auxquelles la présente annexe est applicable, en vertu des dispositions de la présente section. La liste des dettes peut être revue de temps à autre, à la demande du Département ou du Ministère, mais des additions ou des modifications ne peuvent y être apportées sans l'accord du Département et du Ministère. Le fait que des retards sont enregistrés dans l'élaboration de la liste des dettes n'empêche ni ne retarde la mise en oeuvre des autres dispositions de la présente annexe.

## SECTION 3

### Paiement des dettes

Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 5, le Gouvernement du Burkina Faso verse au Département pour chaque dette:

100 pour cent en 12 tranches semestrielles égales et consécutives à compter du 15 avril 2000.

## SECTION 4

### Intérêts

- (1) Les intérêts sur le solde de chaque dette sont considérés comme ayant couru et courent pendant la période allant de l'échéance jusqu'au règlement de cette dette au moyen de versements au Département et sont perçus pour la même période.
- (2) Le Gouvernement du Burkina Faso est tenu de payer et paie au Département, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 5 et aux dispositions de la présente section, des intérêts sur chaque dette, dans la mesure où elle n'a pas été réglée au moyen de versements au Département au Royaume-Uni. Ces intérêts sont versés au Département semestriellement, les 15 avril et 15 octobre (les "dates d'échéance") de chaque année, à compter du 15 octobre 1991.
- (3) Si tout montant d'intérêts payables conformément aux dispositions du paragraphe (2) de la présente section n'est pas payée à la date d'échéance de paiement dudit montant, le Gouvernement du Burkina Faso est tenu de verser et verse au Département des intérêts sur ledit montant d'intérêts échus. De tels intérêts supplémentaires courent de jour en jour à partir de la date d'échéance de paiement dudit montant, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de la présente section, jusqu'à la date de réception du paiement par le Département et sont dus sans autre préavis ni réclamation.

(4) Tous les intérêts payables conformément aux dispositions de la présente section sont payés au taux de 0,5 pour cent au-dessus du taux de référence applicable pour chaque période d'intérêt de six mois à compter de la période d'intérêt de six mois durant laquelle l'échéance de la dette concernée intervient.

#### SECTION 5

##### **Versements au Département**

(1) Au moment où les paiements arrivent à échéance aux termes des sections 3 ou 4, le Ministère:

- (a) chaque fois que possible, tire sur le compte spécial visé au paragraphe 4 de l'article IV du procès-verbal agréé pour s'acquitter desdits paiements et
- (b) quel que soit le cas, organise le versement, sans déduction pour impôts, redevances, autres taxes publiques ou toutes autres charges à payer au Burkina Faso ou hors du pays, des montants nécessaires en sterling sur un compte dont le Département notifie les détails au Ministère.

(2) Si le jour où un paiement arrive à échéance n'est pas un jour ouvrable, le paiement est effectué le jour ouvrable le plus proche.

(3) Le Ministère donne au Département tous les détails des dettes et/ou des intérêts auxquels les paiements ont trait.

#### SECTION 6

##### **Echanges d'informations**

Le Département et le Ministère échangent toutes les informations requises pour l'application de la présente annexe.

#### SECTION 7

##### **Autres règlements de dettes**

(1) Le Gouvernement du Burkina Faso s'engage à respecter ses obligations en vertu de l'article III du procès-verbal agréé et convient d'accorder au Royaume-Uni des conditions non moins favorables que celles convenues avec tout autre pays créancier, nonobstant toute disposition contraire de la présente annexe.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) de la présente section ne s'appliquent pas aux questions relatives au paiement des intérêts fixés par la section 4.

#### SECTION 8

##### **Maintien des droits et obligations**

La présente annexe et son application n'affectent pas les droits et obligations de tout créancier ou débiteur en vertu d'un contrat, autres que les droits et obligations pour lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Burkina Faso sont autorisés respectivement à agir au nom dudit créancier et dudit débiteur et à les engager.

Translation of No. 1

*Her Majesty's Ambassador (resident at Abidjan) to the Minister of Finance and Planning  
of The People's Democratic Republic of Burkina*

*British Embassy*

*Abidjan*

*27 November 1991*

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of Burkina Faso which was signed at the Conference held in Paris on 15 March 1991, and to inform Your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared to provide debt relief to the Government of Burkina Faso on the terms and conditions set out in the attached Annex.

If these terms and conditions are acceptable to the Government of Burkina Faso, I have the honour to propose that this Note together with its Annex, and your reply to that effect, shall constitute an Agreement between the two Governments in this Matter which shall be known as "The United Kingdom/Burkina Faso Debt Agreement No. 1 (1991)" and which shall enter into force on the date of your reply.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

MARGARET ROTHWELL

SECTION 1

**Definitions and Interpretation**

- (1) In this Annex, unless the contrary intention appears:
  - (a) "the Agreed Minute" means the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of Burkina Faso which was signed at the Conference held in Paris on 15 March 1991;
  - (b) "Business Day" means a day on which the dealings are carried on in the London Interbank Market and (if payment is required to be made on such day) on which banks are open for domestic and foreign exchange business in London;
  - (c) "Contract" means a contract, or any agreement supplemental thereto, entered into before 1 January 1991, the parties to which include the Debtor and a Creditor and which either was for sale of goods and/or services from outside Burkina Faso to a buyer in Burkina Faso, or was for the financing of such a sale, and which in either case granted or allowed credit to the Debtor for a period exceeding one year;
  - (d) "Creditor" means a person or body of persons or corporation resident or carrying on business in the United Kingdom, including the Channel Islands and the Isle of Man, or any successor in title thereto;
  - (e) "Debt" means any debt to which, by virtue of the provisions of Section 2(2), the provisions of this Annex apply;
  - (f) "Debtor" means the Government of Burkina Faso or any institution of its public sector (whether as primary debtor or as guarantor);
  - (g) "the Department" means the Secretary of State of the Government of the United Kingdom acting through the Export Credits Guarantee Department or any other Department of the Government of the United Kingdom which that Government may subsequently nominate for the purpose hereof;
  - (h) "Maturity" in relation to a Debt:
    - (i) specified in Section 2(2)(a) means the due date for the payment or repayment thereof under the relevant Contract or on a promissory note or bill of exchange drawn up pursuant thereto, or
    - (ii) specified in Section 2(2)(b) means 28 February 1991;
  - (i) "the Ministry" means the Ministry of Finance of Burkina Faso or any other institution which the Government of Burkina Faso may nominate for the purposes of this Annex;
  - (j) "Reference Rate" means the rate quoted to the Department by a bank to be agreed upon by the Department and the Ministry as the rate at which that bank is offering six-month sterling deposits in the London Interbank Market at 11am (London time) two Business Days before the commencement of the relevant interest period in each year;
  - (k) "the United Kingdom" means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
- (2) All references to interest, excluding contractual interest, shall be to interest accruing from day to day and calculated on the basis of actual days elapsed and a year of 365 days.
- (3) Where the context of this Annex so allows, words importing the singular include the plural and vice versa.
- (4) Unless otherwise indicated, reference to a specified Section shall be construed as a reference to that Section of this Annex.
- (5) The headings to the Sections are for ease of reference only.

SECTION 2

**The Debt**

- (1) The Department agrees that the obligation of the Debtor to pay 33.33 per cent of each amount referred to in paragraph (2)(a) below shall be cancelled.

(2) The provisions of this Annex shall therefore, subject to the provisions of paragraph (3) of this Section and Article IV paragraph 3 of the Agreed Minute, apply to:

- (a) 66.67 per cent of any amount of principal or of contractual interest accruing up to Maturity owed by the Debtor to a Creditor which:
- (i) arises under or in relation to a Contract;
  - (ii) is guaranteed by the Department as to payment according to the terms of the Contract;
  - (iii) is not expressed by the terms of the Contract to be payable in CFA francs;
  - (iv) does not arise from an amount payable upon or as a condition of the cancellation or termination of the Contract; and
  - (v) has fallen due or will fall due for payment on or before 31 May 1992 and remains unpaid; and
- (b) all interest charged under Section 4 of this Annex having accrued on or before 28 February 1991.

(3) The Department and the Ministry shall, as soon as possible, agree and draw up a list of Debts ("the Debt List") to which, by virtue of the provisions of this Section, this Annex shall apply. The Debt List may be reviewed from time to time at the request of the Department or of the Ministry, but may not be added to or amended without the agreement of both the Department and the Ministry. Delay in the completion of the Debt List shall neither prevent nor delay the implementation of the other provisions of this Annex.

### SECTION 3

#### Payment of Debt

The Government of Burkina Faso shall pay to the Department, in accordance with the provisions of Section 5(1), in respect of each Debt:

100 per cent by 12 equal and consecutive half-yearly instalments commencing on 15 April 2000.

### SECTION 4

#### Interest

(1) Interest on the balance of each Debt shall be deemed to have accrued and shall accrue during, and shall be payable in respect of, the period from Maturity, until the settlement of that Debt by payment to the Department.

(2) The Government of Burkina Faso shall be liable for and shall pay to the Department in accordance with the provisions of Section 5(1) and of this Section interest on each Debt to the extent that it has not been settled by payment to the Department in the United Kingdom. Such interest shall be paid to the Department half-yearly on 15 April and 15 October (the "Due Dates") each year commencing on 15 October 1991.

(3) If any amount of interest payable in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Section is not paid on the Due Date for payment thereof, the Government of Burkina Faso shall be liable for and shall pay to the Department interest on such amount of overdue interest. Such additional interest shall accrue from day to day from the Due Date for payment thereof in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Section to the date of receipt of the payment by the Department, and shall be due without further notice or demand.

(4) All interest payable in accordance with the provisions of this Section shall be paid at the rate of 0.5 per cent above the Reference Rate applicable to each half-yearly interest period commencing with the half-yearly interest period within which the Maturity of the Debt concerned occurs.



## SECTION 5

### **Payments to the Department**

- (1) When payment becomes due under the terms of Section 3 or 4, the Ministry shall:
  - (a) where possible draw upon the special account referred to in Article IV paragraph 4 of the Agreed Minute to meet such payments, and
  - (b) in any event arrange for the necessary amounts, without deduction for taxes, fees, other public charges or any other costs accruing inside or outside Burkina Faso, to be paid in sterling to an account notified by the Department to the Ministry.
- (2) If the day on which such a payment falls due is not a Business Day payment shall be made on the nearest Business Day.
- (3) The Ministry shall give the Department full particulars of the Debts and/or interest to which the payments relate.

## SECTION 6

### **Exchange of Information**

The Department and the Ministry shall exchange all information required for the implementation of this Annex.

## SECTION 7

### **Other Debt Settlements**

- (1) The Government of Burkina Faso undertakes to perform its obligations under Article III of the Agreed Minute and agrees to accord to the United Kingdom terms no less favourable than those agreed with any other creditor country, notwithstanding any provision of this Annex to the contrary.
- (2) The provisions of paragraph (1) of this Section shall not apply to matters relating to the payment of interest determined by section 4.

## SECTION 8

### **Preservation of Rights and Obligations**

This Annex and its implementation shall not affect the rights or obligations of any Creditor or debtor under a Contract other than those rights and obligations in respect of which the Government of the United Kingdom and the Government of Burkina Faso are authorised to act respectively on behalf of and to bind such Creditor and debtor.

No. 2

*The Minister of Finance and Planning of The People's Democratic Republic of Burkina to  
Her Majesty's Ambassador (resident at Abidjan)*

*Ministry of Finance and Planning  
Ouagadougou*

*13 January 1992*

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de votre excellence du 27 novembre 1991 qui, dans sa traduction, est formulée comme suit:

[As in No. 1 and Annex]

J'ai l'honneur de confirmer que les modalités et conditions énoncées à l'annexe de votre note sont acceptables par le Gouvernement du Burkina Faso et que votre note, accompagnée de son annexe, et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitule "Accord n°1 (1991) entre le Royaume-Uni et le Burkina Faso relatif à des dettes" et entre en vigueur ce jour.

J'ai l'honneur de faire part à votre Excellence de l'assurance de ma plus haute considération.

F. KORSAGA

Translation of No. 2

*The Minister of Finance and Planning of The People's Democratic Republic of Burkina to  
Her Majesty's Ambassador (resident at Abidjan)*

*Ministry of Finance and Planning  
Ouagadougou*

*13 January 1992*

Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of 27 November which, in translation, reads as follows:

[As in Translation of No. 1 and Annex]

I have the honour to confirm that the procedures and conditions stated in the document appended to your Note are acceptable to the Government of Burkina Faso and that your Note, together with the enclosure and the present answer, constitute an agreement between both our Governments on this subject. The agreement is entitled "Agreement No. 1 (1991) between the United Kingdom and Burkina Faso Regarding Debts", and comes into force as of today.

I have the honour to present to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

F. KORSAGA



HMSO publications are available from:

**HMSO Publications Centre**

(Mail, fax and telephone orders only)

PO Box 276, London SW8 5DT

Telephone orders 071-873 9090

General enquiries 071-873 0011

(queuing system in operation for both numbers)

Fax orders 071-873 8200

**HMSO Bookshops**

49 High Holborn, London, WC1V 6HB

071-873 0011 Fax 071-873 8200 (counter service only)

258 Broad Street, Birmingham, B1 2HE

021-643 3740 Fax 021-643 6510

Southey House, 33 Wine Street, Bristol, BS1 2BQ

0272 264306 Fax 0272 294515

9-21 Princess Street, Manchester, M60 8AS

061-834 7201 Fax 061-833 0634

16 Arthur Street, Belfast, BT1 4GD

0232 238451 Fax 0232 235401

71 Lothian Road, Edinburgh, EH3 9AZ

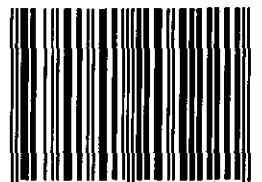
031-228 4181 Fax 031-229 2734

**HMSO's Accredited Agents**

(see Yellow Pages)

*and through good booksellers*

ISBN 0-10-120522-8



9 780101 205221